

Name: DJAMEN TCHETGNIA	Surname: Boris Landry	Country of birth: Cameroon Country of residence: Cameroon
Institution: University of Yaoundé II	Sex : Male	Date of Birth: 16 / 03/ 1994
Contact details of corresponding author: email : boris.djamen@yahoo.com /, Phone: (+237)7, Po. Box: 2687 Yaoundé-Cameroon		
Title of research project:	IMPACTS DES PROJETS DE DEVELOPPEMENT SUR LE SECTEUR INFORMEL AU CAMEROUN	
TOPIC THEME		

SUMMARY

La mutation de l'économie africaine traditionnelle en économie moderne, combinée au boom démographique entre les années 50 et 80 et la crise économique des années 80 a conduit à une dégradation du marché du travail et des conditions de vie des populations tout ceci a fait émerger une configuration qui échappe aux outils de mesure de l'économie traditionnelle, désigné par le mot « informel ».

Ainsi, la question de savoir comment vivaient les millions de personnes qui n'entraient pas dans les statistiques du secteur privé (formel) ou des institutions publiques a attiré l'attention de nombreux chercheurs ; depuis lors, l'attention des chercheurs et des acteurs tant du marché de travail que des acteurs politiques n'a cessé d'être tournée autour la maîtrise et la compréhension des dynamiques qui régissent ce nouveau pan du circuit économique soulignant son importance notamment pour les pays en développement. Ceci d'autant plus que l'économie informelle ne se conçoit pas sans son rapport avec le secteur de l'économie formelle et l'État. D'abord parce qu'il existe de nombreuses transactions entre ces deux facettes de l'économie, qui ensemble forment le système économique d'un pays, ensuite parce que l'existence et les caractéristiques de l'économie informelle sont façonnées par la manière dont fonctionne le secteur formel et l'État.

En effet, dans la plus part des pays en développement, l'économie informelle occupe la majorité des actifs et représente souvent une part non négligeable du PIB ; les pays d'Afrique et notamment le Cameroun n'échappent pas à cette mouvance. Dans le cas du Cameroun plus de 50% du produit intérieur brut est encore généré par le secteur primaire et ceci reste vrai pour la majorité des pays de la sous région. De façon précise, Le secteur informel camerounais concentre 89,4 % des travailleurs camerounais âgés de 15 ans et plus. Les travailleurs de ce secteur sont plus jeunes que ceux exerçant dans le secteur formel. Les femmes constituent la majorité de la main-d'oeuvre du secteur informel : elles représentent la moitié de la main-d'oeuvre des établissements informels non agricoles et 53,1 % de la main-

d'œuvre du le secteur primaire traditionnel. A contrario, dans le secteur formel, seulement un travailleur sur quatre est une femme

La politique actuelle du Gouvernement consignée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi adresse la question de migration des acteurs du secteur informel vers le secteur formel à travers les stratégies parmi lesquelles la formation dans le but d'aider ces acteurs à mieux suivre leurs activités par la tenue d'une comptabilité légère et l'aide à l'installation et aux financements. Cette idée se traduit par la création des projets d'appui au secteur informel (PIAASI, FNE, PAJER-U, PIFMAS, etc.) et l'accompagnement des promoteurs à travers les financements qui leur sont octroyés.

Ceci est clairement né du constat que le secteur informel contribue fortement à la réduction du chômage. Il paraît donc évident qu'une formalisation améliorerait la productivité de ces unités de production ainsi que leur niveau de vie. Selon Englander et Gurney (1994), la croissance de la productivité est le fondement de l'amélioration des revenus réels et du bien-être. Une croissance lente de la productivité limite la progression des revenus réels et accroît les risques de conflits quant à la redistribution des revenus. Ainsi, la mesure du niveau de la productivité est un élément essentiel pour évaluer les niveaux de vie.

Dans cette perspective, la question des bénéfices de la contribution de ces différents actes gouvernementaux à l'amélioration du secteur informel voire même au passage du formel à l'informel est essentielle car elle influence significativement le devenir et les politiques futures de ce secteur

Cette étude cherche donc à mettre en évidence le lien existant entre l'évolution, la productivité du secteur informel et les actions gouvernémentales mise en place pour améliorer celui-ci au Cameroun.

Pour ce faire nous allons dans un premier temps présenter la situation du secteur informel camerounais ses évolutions et modifications, ensuite nous présenterons les différentes actions économiques menées dans ce milieu et nous ferons enfin une évaluation d'impact de ces politiques afin de tirer les conclusions en terme de politiques économiques et sociales.